

4 euros  
# H2

# Côte d'Ivoire Alimentation dévaluée ?

Les modèles alimentaires évoluent en général sur longue période. Cependant, des événements peuvent bouleverser les pratiques alimentaires. Francis Akindes analyse les effets de la dévaluation sur l'alimentation des Ivoiriens en milieu urbain.

Fonds Documentaire ORSTOM  
Cote: BX 21204 Ex: 1

**Francis Akindes**  
Orstom\*

des quantités moins élevées ou réduisent la part du budget alimentaire qui leur est consacrée, en substituant par exemple le riz local au riz importé. De plus, elles ont considérablement réduit les produits jugés "peu nécessaires", tels que le chocolat, les pâtisseries, qui alourdissent "inutilement" le coût de l'alimentation familiale.

**L**a dévaluation du franc cfa a renforcé des comportements alimentaires déjà amorcés avec la crise économique des années 1980. Si, sur le plan des produits consommés, les bouleversements ne sont pas spectaculaires et se limitent à des réajustements, la dévaluation contribue à modifier l'organisation sociale de l'alimentation en favorisant la consommation en dehors du domicile.

En revanche, les ménages défavorisés, qui consacraient en moyenne déjà 41 % de leur budget à l'alimentation en 1989 et 50 à 60 % après la dévaluation, ont peu de marge de manoeuvre pour augmenter leurs dépenses alimentaires. Cela explique que les employés sans qualification, les indépendants du secteur informel et les "sans activité fixe" n'ont accru leur budget alimentaire que de 5 %, mais ont dû diminuer les quantités. La crise des années 1980 les ayant déjà contraints à consommer des produits de moindre qualité, la dévaluation porte de plus un dur coup à la diversité alimentaire.


En renchérissant les importations, la dévaluation devait permettre de réorienter la consommation alimentaire des urbains vers les produits locaux, contribuant ainsi à équilibrer la balance commerciale. Les premiers effets que l'on peut constater diffèrent selon le pouvoir d'achat. Les classes moyennes ont dû, pour "maintenir la qualité de la vie", augmenter leur budget alimentaire et/ou diminuer les quantités achetées. En effet, elles continuent de consommer des produits importés tels que le lait, le beurre, le riz de luxe et les protéines animales nobles. Mais, les prix ayant notablement augmenté, elles achètent

La consommation par type de produit a peu évolué. Le poisson, qui compte pour 27 % des protéines consommées et la viande de boeuf



Le secteur informel joue un rôle fondamental en temps de crise. Ici au Cameroun

M. A. LEPLAIDEU/FERISCOOP

Fonds Documentaire IRD  
  
010021204

< PM 106 >

Côte d'Ivoire.

## Des modèles alimentaires différents selon les régions

(17 %) restent les protéines animales les plus consommées.

La consommation de produits animaux a baissé depuis la crise économique des années quatre-vingt : de 20,9 kg/hab./an à 19,2 pour le poisson et de 12,2 à 11 pour la viande. La consommation par habitant de viande bovine et abats est passée de 12 à un peu plus de 8 kg/an de 1988 à 1992, la viande se laissant distancer par le poisson. La dévaluation n'a guère modifié la structure de la consommation de protéines animales. Dans un premier temps, la viande locale s'est en partie substituée au poisson, son prix ayant subi une augmentation moins élevée. Le rapport de prix s'inversant de nouveau, le poisson a retrouvé sa place de première source de protéine animale.

Comme les autres denrées alimentaires, les prix des différentes variétés de riz ont été révisés à la hausse après la dévaluation (voir tableau), mais la consommation n'en a été que peu affectée. Produit stratégique de l'alimentation des urbains, le riz importé de grande consommation a bénéficié d'une attention toute particulière de la part des pouvoirs publics. Les prix ont fait l'objet de deux augmentations, mais toujours prudentes. Pour les couches populaires, même après la dévaluation, le riz demeure la calorie la moins chère du panier de la ménagère. La consommation semble même s'accroître au détriment de celle de la banane plantain, de l'igname et du manioc dont les prix sur le marché, en plus des aléas classiques (conservation, irrégularité de l'approvisionnement), ont subi les effets de la dévaluation. En

effet, la révision à la hausse du prix du carburant s'est immédiatement répercutée sur le coût du transport des produits vers les villes (les coûts de distribution des produits vivriers sur Abidjan depuis les grandes zones de production avaient augmenté, en février 1994, de 37 % pour la banane plantain, de 34 % pour l'igname et de 28 % pour le manioc). La consommation de riz importé de grande consommation s'est maintenue tandis que le prix joue en faveur du riz local et au détriment du riz importé de luxe. La baisse continue du pouvoir d'achat en raison de l'inflation pourrait renforcer cette tendance.

**Organisation sociale chamboulée.** Si la dévaluation n'a que peu affecté les modèles alimentaires urbains, elle contribue à modifier l'organisation sociale traditionnelle de l'alimentation. Elle accentue les tendances amorcées par la monétisation de l'économie et la crise du pouvoir d'achat. En effet, les chefs de ménage et leur communauté sont contraints de s'interroger sur leur capacité à répondre aux obligations communautaires, qui se traduisent par une augmentation du nombre de bouches à

Le modèle de consommation diffère selon l'écosystème. Dans les zones côtières et lagunaires, il s'articule autour du manioc et de la banane plantain ; dans la région ouest, autour du riz en priorité, de la banane et du manioc ; dans le centre et dans la région Forêt-Est, autour de l'igname avec un fort complément de banane plantain surtout au Sud.

L'approvisionnement régulier des villes en produits vivriers et l'habitat urbain ont permis de reproduire en partie les styles alimentaires traditionnels. Le repas est composé d'un plat solide à base de céréale ou de féculent et d'une sauce en accompagnement. Ce mode alimentaire domestique a été repris par le secteur informel urbain pour les travailleurs et les scolaires qui, étant donné les distances, la faiblesse des moyens de transport et les contraintes de temps, doivent prendre un repas à l'extérieur.

F.A.

nourrir. En effet, le chef de famille, confronté à la réduction de son pouvoir d'achat, peut de plus en plus difficilement subvenir aux besoins alimentaires d'une famille étendue. Le phénomène est particulièrement marqué dans les familles dont les revenus sont élevés. Elles refusent alors d'accueillir de nouveaux membres et cherchent même à contraindre les parents "parasites" à quitter leur domicile. En revanche, les milieux populaires font l'éloge du regroupement communautaire. L'accueil de nouveaux membres immédiatement mis au travail et la mise en commun des revenus permettent de pallier les incertitudes de la solitude budgétaire.

Une autre évolution, amorcée pendant la crise des années 1980, prend une toute nouvelle ampleur depuis la

dévaluation du franc cfa. Les urbains consomment de plus en plus de repas en dehors de leur domicile. En effet, en raison de la féroce concurrence qui règne dans le secteur informel, l'augmentation des prix de détail des denrées alimentaires, qui atteint en moyenne 40 %, n'a été répercutée qu'à hauteur de 15 à 20 %.

Même si les évolutions décrites doivent encore être confirmées, elles s'inscrivent en droite ligne dans les tendances amorcées lors de la crise économique des années 1980. Une certitude s'impose cependant : le secteur informel alimentaire urbain est devenu une structure incontournable, à plus forte raison en temps de crise pour la sécurité alimentaire des urbains.

(1) Les hypothèses évoquées sont testées lors d'une enquête socio-économique en deux phases, actuellement en cours. Dans la seconde phase de recherche, la modification des comportements alimentaires sera quantifiée (niveau des dépenses alimentaires, répartition entre l'alimentation domestique et la consommation extérieure).

\* Orstom  
Centre de Petit Bassam  
Côte d'Ivoire.

Tél. 225 35 43 67. Fax : 225 35 40 15

	Avant dévaluation (janvier 1994)	mai 1995
Riz de luxe	250	450
Riz américain	250	350
Riz local (artisanal)	200	295
Riz importé de grande consommation	160	265